

Le *Partido Demócrata Cristiano* et le modèle néolibéral (1998-2013)

Élodie GIRAUDIER,
Paris 3 Sorbonne Nouvelle (IHEAL), CREDA UMR 7227

Résumé

Se voulant originellement une troisième voie entre le capitalisme et le communisme, le *Partido Demócrata Cristiano* (PDC) chilien s'est opposé à politique économique des militaires à partir de 1975 (articles de *Política y Espiritu*). Pourtant, la transition démocratique pactée s'est accompagnée d'une acceptation du modèle néolibéral en échange de la démocratisation des institutions politiques. Ainsi, de 1998 à 2010, que ce soit sous présidence démocrate-chrétienne (Eduardo Frei Ruiz-Tagle) ou sous présidence socialiste (Ricardo Lagos et Michelle Bachelet), le PDC a soutenu des mesures parfois qualifiées de sociales-libérales. Les « Harvard boys » se sont substitués aux « Chicago boys ». Cette communication s'attachera à analyser ce changement idéologique du PDC depuis la fin de la dictature et surtout au tournant du millénaire. Est-ce que cette « appropriation » du néolibéralisme s'accompagne de tensions au sein du PDC ? Il s'agira aussi d'explorer les liens des dirigeants démocrates-chrétiens avec les grands industriels et grands entrepreneurs. Au cours de son histoire, le PDC a été en partie financé par de grands entrepreneurs et l'un d'entre eux, Edmundo Pérez Zujovic, était un ami d'Eduardo Frei Montalva. Adolfo Zaldívar, expulsé du parti en 2007, était impliqué dans le lobby de la pêche. Une dernière piste serait les appuis internationaux comme la tension avec la Fondation Konrad Adenauer lors des dernières élections présidentielles.

Mots clés

Démocratie chrétienne, Concertation, néolibéralisme, modèle économique, politiques économiques.

Se voulant originellement une troisième voie entre le capitalisme et le communisme, le *Partido Demócrata Cristiano* (PDC) chilien s'est opposé à politique économique des militaires à partir de 1975 (articles de *Política y Espíritu*). Pourtant, la transition démocratique pactée s'est accompagnée d'une acceptation du modèle néolibéral en échange de la démocratisation des institutions politiques. On parle alors de *Crecimiento con equidad*. Néanmoins, la seconde partie du gouvernement Frei Ruiz-Tagle est marquée par un tournant plus libéral dans un contexte de crise économique asiatique. Ainsi, de 1998 à 2010, que ce soit sous présidence démocrate-chrétienne (Eduardo Frei Ruiz-Tagle) ou sous présidence socialiste (Ricardo Lagos et Michelle Bachelet), le PDC a soutenu des mesures qualifiées de sociales-libérales qui ont favorisé des transnationales à l'instar de la réforme de la Loi générale de pêche et agriculture (2010). Les « Harvard boys » se sont substitués aux « Chicago boys ». À partir de sources essentiellement orales, cette communication s'attachera à analyser ce changement idéologique du PDC depuis la fin de la dictature et surtout au tournant du millénaire. Est-ce que cette « appropriation » du néolibéralisme s'accompagne de tensions au sein du PDC ? Comment se positionnent les différentes générations de démocrates-chrétiens face à cette évolution du contexte national et internationale, car la mondialisation se fait à partir du modèle libéral ?

1. De la croissance, mais avec équité

De 1990 à 1998, le PDC, à travers la Concertation des Partis pour la Démocratie, s'est efforcé de conserver le modèle économique hérité de la dictature militaire tout en le « corrigeant » : aux débuts du retour à la démocratie, la pauvreté touche un peu plus de 40 % de la population, en 1996, elle concerne plus de 23 % de la population tandis que la croissance économique continue. La croissance moyenne pendant les seize années de la dictature militaire était de 2,9 %, elle est de 7,1 % pendant les neuf premières années de la Concertation, et de 3,7 % pendant la seconde moitié de la Concertation. En 2009, le coefficient de Gini était de 52,1 pour le Chili et de 32,7 pour la France.

Le virage néolibéral s'est surtout observé à partir de 1997-98, dans la seconde partie du mandat d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle. Les conseillers économiques du "*segundo piso*" sont remerciés et sous Lagos, les critiques concertationnistes (dont certains DC) sur la politique économique sont éloignés (poste dans une ambassade ou dans un organisme international). Pour Eduardo Frei Ruiz-Tagle, l'État devait privatiser dans certains secteurs (eau, électricité) pour investir dans les secteurs prioritaires comme l'éducation et la mise en place de la journée scolaire complète (Entretien avec Eduardo Frei Ruiz-Tagle réalisé à Santiago du Chili le 23/07/2013). Tandis que le travail de base avait continué sous Patricio Aylwin, le PDC se coupe de ses bases, en particulier sur le plan syndical. Au milieu des années 2000, la présidente du PDC, Soledad Alvear refuse par exemple de recevoir le représentant des agriculteurs, Eugenio León (Entretien avec Eugenio León réalisé à Santiago du Chili le 11/12/2006).

À partir de ce tournant libéral, prend fin le second essor électoral de la DC, qui va du retour de la démocratie à 1997-1998, ensuite la crise financière internationale est tombée sur le Chili. Après Eduardo Frei Ruiz-Tagle, ont lieu les premières élections primaires au sein de la Concertation, avec l'énorme défaite d'Andrés Zaldívar face à Ricardo Lagos qui les remporte avec plus de 70 % des voix (Morales et Poveda, 2007 : 153).

Si cette politique de la croissance mais avec équité a caractérisé l'ensemble des gouvernements de la Concertation, il s'agira d'analyser quels changements idéologiques cela comporte pour le PDC.

2. Quel est le rapport à l'idéologie et au projet traditionnel démocrate-chrétien dans un monde à dominante libérale et « désidéologisé » ?

Comment ce parti anticapitaliste dans les années 1960 est-il passé à cette position de "*Crecimiento con equidad*"? Il existe plusieurs explications en particulier liées à l'évolution du contexte national et international. On connaît bien sûr les négociations entre civils et militaires de la transition et le fait que les concertationnistes aient donné la priorité à la démocratisation des institutions tout en luttant contre la pauvreté. Comme le souligne Manuel Antonio Garretón dans *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010*, paru en 2012: "Al finalizar el régimen militar, la Concertación se vio ante la tarea de decidir entre introducir un cambio radical en la estrategia económica o aceptar las condiciones heredadas con ajustes que permitieran correcciones en las cuestiones del papel del Estado y una mejor equidad social, especialmente en lo referido a la reducción de la pobreza" (Garretón, 2012: 99).

Au même moment, c'est la chute du bloc de l'Est, puis la disparition de l'URSS le 25 décembre 1991. On passe d'un monde bipolaire à un monde bipolaire, le processus de mondialisation s'accélère et il est de type libéral. Comme le soulignent certains auteurs, il y a souvent une confusion entre le néolibéralisme et la mondialisation (notamment en ce qui concerne le phénomène de « pensée unique »). L'hégémonie des États-Unis dans l'économie mondiale est très forte. Elle est arrivée ensuite en Angleterre, en Italie, elle est très forte en Espagne et un peu moins en France. Au Chili, il y a moins de défenses contre le néolibéralisme qu'en France en raison des « mentalidades abiertas » et « la religión del mercado libre, no piensan, creen en eso » (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago du Chili, le 6/08/2013). On peut aussi parler d'une intériorisation du modèle néolibéral à travers par exemple l'idée que l'enseignement ne peut pas être gratuit. Or, la Démocratie chrétienne (DC) a aussi eu une tradition d'alliance privé-public, de secteur « mixte », cogestion des entreprises dans les années 1960. Les sociologues parlent de « socialisation » (Entretien avec Ignacio Balbontín réalisé à Santiago du Chili le 14/08/2013). Ricardo Ffrench-Davis évoque de ce fait la mode, chez les économistes, du marché libre, de l'État libre qui laisse faire.

Dans ce contexte, il est plus difficile aujourd'hui pour la DC de rester anticapitaliste, mais le débat sur le rôle des secteurs privé et public, est ancien :

"No me siento ni pro ni anti capital porque yo pienso que es esencial el capital para el desarrollo, uno cree en economías mixtas y en la economía mixta la mayoría es inversión privada, pero creo en la inversión pública poderosa y creo en las AFP estatales, y creo en las políticas de desarrollo productivo y creo en el impulso a los clusters y muchos de los economistas que a lo mejor alguna gente cree que son DC derechistas, están por los clusters, están por el desarrollo productivo y están por la capacitación laboral, y están por la reforma tributaria, están por todas estas cosas que son definitorias" (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago le 6/08/2013).

Pour l'économiste démocrate-chrétien Carol Pinto-Agüero, il faut construire un système politique et socio-économique qui respecte la personne, la dignité humaine et la liberté et qui s'intègre bien dans l'économie sociale de marché.

« Le principe de la liberté avec le principe de la compensation sociale comme les deux facettes de la même monnaie ».

« Entonces, a mi juicio es una política inoficiosa los que dicen mucho Estado y los que dicen mucho mercado. Cada cual tiene que jugar su rol ».

Le marché doit favoriser la libre-entreprise, mais l'État doit veiller à ce que cela se développe d'une manière éthique adéquate. L'État doit avoir un rôle régulateur et prévoit des mécanismes pour compenser les inégalités sociales (Entretien avec Carol Pinto-Agüero réalisé à Santiago du Chili le 1/08/2013).

Dans les années 1960, le sénateur Rafael Agustín Gumucio soulignait les différentes voies pour lutter contre les erreurs du capitalisme :

“Nosotros, dentro de la DC, hablábamos de una fórmula no capitalista de desarrollo y él – Eduardo Frei Montalva – dijo que aquello era un disparate porque la única vía posible era la de eficacia y que se trataba de rectificar los errores del capitalismo, pero sin abandonarse totalmente, en lo que significaba el manejo del dinero de la empresa. Representa típicamente lo que son los partidos DC europeos y, especialmente, el de Alemania, y lo que son por lo menos cuatro de las cinco partes de la DC italiana. Es decir, es un acabado representante del centrismo europeo y europeo occidental... Él siempre rechazó aquellos propósitos nuestros del socialismo comunitario, la vía no capitalista. Y, en cuanto a su revolución en libertad de 1964, aquello era una vaguedad donde cabía todo”¹.

De ce fait, certains soulignent que le PDC comme le Parti socialiste (PS), sont des partis historiques, leur doctrine peut être encore très présente, même si elle n'est plus forcément appliquée :

“Tiene un divorcio muy grande entre el discurso y la práctica, entre la retórica, sus declaraciones de principios y la práctica actual” (Entretien avec Juan Guillermo Espinosa Carmona réalisé à Santiago du Chili le 8/08/2013).

La formation peut aussi expliquer cette inflexion idéologique : le PDC compte un économiste « *Chicago boy* » quelque peu particulier, Ricardo Ffrench-Davis, qui a refusé de s'inscrire aux cours de Milton Friedmann, et des postes universitaires aux États-Unis pour rester proche de la réalité chilienne. Lorsqu'il est revenu au Chili dans les années 1960-70, 80 % des « *Chicagos boys* » étaient bien à droite, très conservateurs (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago du Chili le 30/07/2013). Sous la dictature, les démocrates-chrétiens qui avaient beaucoup de relations politiques se sont rendus par exemple en Italie, les plus à droite de la DC ont eu des places dans des universités nord-américaines, au Venezuela, ou au Mexique (Entretien avec Juan Guillermo Espinosa réalisé à Santiago du Chili le 8/08/2013). Si les cadres DC sont aujourd'hui majoritairement formés aux États-Unis, ce n'est pas un phénomène uniquement démocrate-chrétien ou chilien. Les

¹ Cité dans Rodolfo Fortunatti, *La Democracia Cristiana y el crepúsculo del Chile popular*, Santiago de Chile, Cuadernos de la Memoria, 2012, p. 25-26.

universités nord-américaines sont aujourd'hui les plus réputées sur le plan mondial (Harvard), leurs bibliothèques sont mieux dotées, et ce, aux détriment des universités européennes. On peut aussi peut-être évoquer un phénomène générationnel : les études économiques, commerciales suscitent davantage de vocation que les études de sociologie (plusieurs démocrates-chrétiens de la même génération sociologues dans les années 1950-1970) avec le réseau belge de l'Université de Louvain.

Même si Jacques Maritain et Emmanuel Mounier restent des sources d'inspiration intergénérationnelles, ils sont beaucoup moins lus et influents que dans les années 1950-1960. Les sources d'inspiration ont évolué depuis les années 1960. En économie, la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL)

“tiene un papel decreciente pero tiene. Yo diría que más en las generaciones mayores que en los jóvenes porque la CEPAL perdió peso” (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago du Chili le 30/07/2013),

La CEPAL a beaucoup perdu dans les années 1980 et a récupéré un peu au moment de José Antonio Ocampo.

De ce fait, les nouvelles sources d'inspiration démocrates-chrétiennes relèvent davantage du communautarisme anglo-saxon (Michael Walzer, Charles Taylor, Amitai Etzioni et Alasdair Mac Intyre). Or, ces auteurs vivent dans un contexte plus libéral que la France et le monde de la première moitié du XX^e siècle pour Emmanuel Mounier et Jacques Maritain.

De plus, l'Église catholique, ouverte à la question sociale dans les années 1960 s'est, depuis le retour à la démocratie, refermée sur les thèmes de morale, voire même de morale sexuelle. Aujourd'hui, l'Église catholique est très différente des années 1950-1960, car les protestants, les évangéliques représentent près de 30 % de la population et les catholiques autour de 70 %. Beaucoup d'évêques démocrates-chrétiens ont perdu de l'influence ou sont décédés. Cette évolution a commencé dans les années 1980 avec un Saint-Siège plus conservateur, qui a refusé au Cardinal Raúl Silva Henríquez de retarder le moment de sa retraite (Entretien avec Reinaldo Sapag réalisé à Santiago du Chili le 7/08/2013). De plus, au sein de la hiérarchie catholique, le pôle conservateur, voire ultraconservateur s'est beaucoup développé dans les années 1990 et au début des années 2000. Certains évêques ou prêtres siègent au conseil d'administration des grandes entreprises et sont proches de la bourgeoisie commerciale et des secteurs sociaux très favorisés. Il existe un lien très clair entre les mouvements ecclésiaux conservateurs (Opus Dei, Légionnaires du Christ), la droite et le pouvoir économique (Varas, 2012 : 104-108). Néanmoins, les derniers scandales pour pédophilie (église del Bosque et le prêtre Karadima) ont jeté un certain discrédit sur cette Église. Certains démocrates-chrétiens comme Juan Guillermo Espinosa ressentent un « gran desencuentro » avec l'Église d'aujourd'hui, mais ont beaucoup d'espoirs avec le nouveau pape François (entretien avec Juan Guillermo Espinosa réalisé à Santiago du Chili le 8/08/2013). L'organisation “Techo” (anciennement “Un Techo para Chile” puis “Un Techo para mi País”, fondée par le père jésuite Felipe Berríos en 1997, cherche à lutter contre la pauvreté, mais elle dispense indirectement une formation politique aux jeunes. Ces derniers vivent dans un contexte bien différent de leurs parents avec un pluralisme religieux et un monde plus libéral (Entretien avec Sergio Micco réalisé à Santiago du Chili le 16/08/2013).

Cette évolution idéologique peut être aussi s'expliquer par les liens avec les entrepreneurs et le financement de la vie politique. Pour Carol Pinto-Agüero, ce n'est pas un péché d'être DC et d'être un entrepreneur, il existe comme partout des bons et des mauvais patrons. D'après Ricardo Ffrench-Davis, le patronat, les industriels sont désormais très marqués à droite ("una muy abrumadora mayoría"), et plus dans l'*Unión Demócrata Independiente* (UDI) que *Renovación Nacional* (RN). Il y a de bonnes relations, mais ce ne sont pas des électeurs de la DC. Ils ont appuyé la dictature avec quelques critiques car ils n'ont pas apprécié la libéralisation commerciale. Toutefois, ils ont respecté la politique menée par la Concertation dans les années 1990 car s'attendaient à une hyperinflation. En effet, l'inflation était d'environ 6 000 % en Argentine (inflation moyenne en Amérique latine de 1 600 %) contre plus de 30 %, puis moins de 10 % au Chili (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago du Chili le 6/08/2013). Dans *Los Empresarios y la política*, Genaro Arriagada confirme cette tendance (Arriagada, 2004 : 63), tout comme Manuel Antonio Garretón dans son dernier ouvrage :

"Estamos frente a una clase empresarial que transformó los resultados en las privatizaciones y los subsidios en un instrumento de riqueza y poder y no en impulso del crecimiento y el desarrollo, y que fue renuente a todas las reformas democratizadoras de los gobiernos de la Concertación, ejerciendo lobby y financiamiento de las campañas de los sectores afines, básicamente en la derecha" (Garretón, 2012 : 76).

Néanmoins, certains scandales ont mis au grand jour que les intérêts de certains démocrates-chrétiens étaient liés à ceux de grands groupes industriels. Adolfo Zaldívar, expulsé du parti en 2007, était impliqué dans le *lobby* de la pêche.

Le financement des campagnes électorales, voire de la vie politique peut être mis en cause. Le Parti Démocrate-Chrétien a été au cours de son histoire financé grâce à la générosité de ses militants et de ses dirigeants les plus riches à l'instar de Bernardo Leighton et d'Edmundo Pérez Zujovic. Ce dernier était un entrepreneur du secteur de la construction et un ami intime d'Eduardo Frei Montalva. Avec l'influence nord-américaine, les campagnes électorales au Chili nécessitent de plus en plus d'argent pour financer les opérations de communication. Ainsi, en 2005, Ricardo Hormazábal, a fait une campagne sénatoriale « artisanale » de 9 millions de pesos (une équipe de 3 personnes permanentes) à Santiago face à sa colistière, Carolina Toha (*Partido por la Democracia*), qui a dépensé plus de 100 millions de pesos, employé plus de 80 personnes pour sa campagne et apparaissait très souvent à la télévision et qui a gagné l'élection. D'après le démocrate-chrétien, certains candidats dépensaient en 2005 plus de 400 millions de pesos, soit l'équivalent de plus de 5 ans de revenus pour un sénateur rémunéré 5 millions de pesos par mois. Un sénateur a ainsi reçu 340 millions de dons anonymes. Pour Ricardo Hormazábal, il s'agit de "*negocios redondos*" car les entreprises paient ainsi moins d'impôts et achètent de l'influence politique. Le président Lagos a rejeté le projet présenté par Ricardo Hormazábal pour lutter contre ce type de pratiques (Entretien avec Ricardo Hormazábal réalisé à Santiago du Chili le 20/12/2006).

Cette évolution du contexte et ces multiples bouleversements créent de nouvelles divisions au sein de la DC, qui ne sont pas spécifiques au parti, mais qui concernent tous les anciens partis de la Concertation en raison de la transversalité de pensée.

3. Une Démocratie chrétienne divisée en deux « âmes »

Il existe une apparente unanimité sur le projet socio-économique de la Démocratie chrétienne. Lors du congrès de 2007, il y avait deux commissions économiques, l'une était présidée par Sergio Molina et Mauricio Jelvez, qui était sous-secrétaire du Travail de Michelle Bachelet, et la seconde était présidée par Ricardo Ffrench-Davis. Ce dernier a fait approuver la plupart des propositions presque à l'unanimité. Il a reçu une « ovation » des 1 800/1 500 personnes présentes au théâtre Caupolicán. Les idées de la commission de Sergio Molina n'étaient pas très différentes.

Malgré tout, l'influence des idées néolibérales et l'évolution du contexte impliquent des divisions internes qui ne traversent pas seulement la Démocratie chrétienne, mais aussi les autres partis de l'ancienne Concertation comme le Parti socialiste (PS) ou le Parti pour la démocratie (PPD), entre les « autoflagellants », mécontents du bilan de la Concertation en particulier sur le plan socio-économique, et les « autocomplaisants », satisfaits de leur action au gouvernement. On aussi parle de deux âmes, libérale et progressiste au sein de la DC, une scission qui partage aussi les autres partis de la Concertation. D'après Manuel Antonio Garretón, des critiques apparaissent dès 1991 sur la politique menée par la Concertation. En 1998, un document qu'ont signé certains ministres de l'époque, *La fuerza de nuestras ideas*, rejette le désenchantement de nombreux secteurs de la Concertation et appelle à l'unité. Le mois suivant, le secteur critique de la Concertation publie un document, *La gente tiene razón*, dans lequel il affirme que les problèmes d'alors viennent de la politique gouvernementale. Un troisième groupe, plus à gauche, critique ensuite le modèle néolibéral dans *La gente quiere cambios* (Garretón, 2012 : 88-90).

Pour Ignacio Walker, président actuel du PDC, et « classé » parmi les libéraux, la division entre progressistes et libéraux est :

“Mucha caricatura. Primero, sectores liberales, no hay en la Democracia Cristiana salvo Edgardo Boeninger que ya no existe, (...) algunos economistas, se suele mencionar Alejandro Foxley, René Cortazar. Son muchas caricaturas porque yo creo que son más socialdemócratas que liberales, creen en la libertad económica, yo también creo en la libertad económica. Ahora, hay un alma más progresista y un alma menos progresista, puede ser (...). No es que haya liberales. La verdad es que contado con los dedos de esta mano son las personas que se definen como liberales (...). Yo diría que hay una mayor o menor apertura a la modernidad. Yo me considero abierto a la modernidad en ese sentido me considero progresista, pero otros consideran que soy un liberal porque creo en la libertad económica” (Entretien avec Ignacio Walker, réalisé à Valparaíso, le 27/08/2013).

Pour Ricardo Ffrench-Davis, René Cortazar et José de Gregorio, souvent présentés comme les tenants de la ligne libérale, « tienen muy adentrado el sentido de la equidad », les journalistes et les moyens de communication majoritairement à droite font des citations hors contexte et essaient de créer des divisions pour dire : « vous voyez ce que disent ceux de centre gauche, la direction du parti, ces économistes (...), ils disent la même chose que nous, la droite, dans nos centres d'étude » (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago du Chili le 6/08/2013).

Les tenants de la ligne progressiste comme Eduardo Saffirio sont critiques sur le modèle néolibéral et les politiques économiques menées par la Concertation :

“Yo pensaba que lo que estaba ocurriendo con el modelo económico era complicado porque uno podía aceptar, para afirmar las instituciones democráticas, un momento de moderación táctica. Es decir: “miren aquí lo que importa es hacer la transición, consolidar la democracia y luego vendrá el momento de acercar el modelo económico más a las ideologías de centro izquierda. Yo sabía que los cuatro primeros años era imposible decir: “Vamos a construir un Estado social y democrático de hecho”, lo que teníamos que construir era un Estado democrático de derecho y había amenazas. Pero yo pronto me formé el juicio de que había gente importante, influyente, Boeninger, Foxley, todo el equipo del CIEPLAN, que hacía de la necesidad virtud. Los tipos habían girado ideológicamente, entre otras cosas porque el modelo económico, que obviamente fue corregido, no hay esa continuidad que se dice Pinochet Concertación es absurda. Obviamente se mantuvo la propiedad privada de los medios de producción, se mantuvo la economía abierta, pero la economía chilena del 90 en adelante no era administrada como se administraba bajo la dictadura, pero el modelo generaba crecimiento material fuerte, sigue generando y además la dictadura nos dejó un país con el 40 % de pobres. Entonces, era obvio que la primera opción era la pobreza. Eso para nosotros formados en torno a la opción social de la Iglesia y la teología de la liberación era como obvio, era la opción por los pobres, era la Iglesia latino-americana, era Manuel Larraín digamos en los cincuenta, era Medellín, era Puebla, era obvio. Pero aquí había gente que ya en los noventa creía que esto debía ser permanente, que había que introducir correcciones pero que el tema no era la desigualdad sino que era la pobreza, que la estructura tributaria bueno si hay que sacrificar equidad por crecimiento... Era obvia que había gente que fue seducida por el neoconservadurismo de los Chicago y la primera confrontación se produce en el año 97 dentro de los llamados autoflagelantes y autocomplacientes (...)” (Entretien avec Eduardo Saffirio réalisé à Santiago du Chili le 22/08/2013).

Pour Sergio Micco et Eduardo Saffirio, il existe un espace pour une politique qui ne soit ni libérale, ni conservatrice :

“Los comunitaristas proponen una “tercera vía”. Derechos con deberes y autonomía con comunidad. Las diferencias con los conservadores son tres: Los comunitarios valoran la autonomía personal dándole status central; promueven las virtudes morales, cívicas y sociales mediante la educación, la persuasión, la exhortación y la ejemplaridad: apelan a la voz moral. Los socialconservadores tienden a utilizar métodos más coactivos y jurídicos: al Estado. Por último, a diferencia de los comunitarios, los valores sociales que promueven los socialconservadores son más religiosos, penetrantes y unitarios. Sin embargo, los comunitarios también se diferencian de los liberales pues: valoran el orden social y la buena vida en comunidad; aprecian el rol de las virtudes y promueven el pluralismo en el marco de valores socialmente comunes (libertad, igualdad, paz, solidaridad); y para los comunitarios no basta con el hecho que se ejerza la libertad sin hacer daño, pues también promueven que ésta tenga un carácter social y solidario, no insociable y egoísta. Finalmente, promueven la buena sociedad ya que, en caso contrario, dejada al mero arbitrio de cada cual, la libertad terminará por favorecer a los poderosos y perjudicar a los débiles, desatando el egoísmo desenfrenado de individuos y grupos”².

Pour Ricardo Ffrench-Davis, la direction du PDC « n’a pas tiré profit » des conclusions du congrès idéologique pour attirer des gens qui sont maintenant indignés. En 2006-2007, ils n’étaient pas indignés même s’il y avait des « explosions étudiantes ». Le pays était encore tranquille. Maintenant, ils sont partout indignés à Tocopilla, Magallanes, Antofagasta, etc.

² Sergio Micco et Eduardo Saffirio, “El debate liberal-conservador: criterios para el discernimiento político y doctrinario”, *Informe CED*, n°1071, 9/08/2013, p. 6.

“Estamos llenos de indignados porque no hemos hecho las políticas sociales cristianas, que sirven a la mayoría de la gente. Nos quedamos de repente por temores por insuficiente reflexión en cosas que vienen de lo heredado y no hemos cambiado suficientemente lo heredado” (Entretien avec Ricardo Ffrench-Davis réalisé à Santiago le 6/08/2013).

Certains, comme Ricardo Hormazábal, espèrent que la fraction libérale sorte du PDC et crée un nouveau parti avec les libéraux de droite. Ainsi, pour Patricio Aylwin,

“Ser liberal y ser demócrata cristiano es una contradicción o ser liberal o ser demócrata cristiano. Yo respeto mucho a los liberales, mi padre fue liberal pero los demócrata cristianos, no pensamos como los liberales. Entonces, los que se vayan a liberales se van del partido a formar otro partido pero no concibo que sea al mismo tiempo DC y liberal” (Entretien avec Patricio Aylwin Azócar réalisé à Santiago du Chili le 16/11/2006).

À partir de 1998, la Démocratie chrétienne au pouvoir avec les socialistes et les radicaux mène une politique beaucoup plus néolibérale qu'en 1990. Si l'acceptation du modèle néolibéral tout en le corrigeant a perduré bien après la transition, cela ne s'est pas fait avec l'unanimité au sein du PDC. Comme pour les autres partis de la Concertation des partis pour la démocratie, la Démocratie s'est divisée en deux âmes, libérale et progressiste. Elle a du mal à retrouver une identité après la fin de la Guerre froide. Ses bases et ses soutiens ont évolué avec la dictature et la révolution néolibérale. Certains militants et dirigeants pensent que le nouveau pape, François, va donner une nouvelle impulsion aux idées sociales-chrétiennes. Néanmoins, les élections primaires au sein de la Nouvelle Majorité montrent que la Démocratie chrétienne n'a pas pu se positionner face à la candidature de Michelle Bachelet, favorable à des changements plus radicaux.

Bibliographie (par ordre alphabétique) :

- Arriagada Genaro, *Los empresarios y la política*, Santiago de Chile, LOM, 2004.
- Garretón Manuel Antonio, *Del postpinochetismo a la sociedad democrática. Globalización y política en Bicentenario*, Santiago de Chile, Random House-Mondadori, 2007.
- Garretón Manuel Antonio, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010*, Santiago de Chile, Editorial ARCIS/FLACSO, 2012.
- Huneus Carlos, “El financiamiento de los partidos políticos y las campañas electorales en Chile”, en Pilar del Castillo y Daniel Zovatto (editores), *La financiación de la política en Iberoamérica*, Costa Rica, Instituto Interamericano de Derechos Humanos-CAPEL, 1998.
- Morales Mauricio y Antonio Poveda, “El PDC: Bases Electorales, Determinantes de Adhesión e Impacto en las Votaciones de R. Lagos y M. Bachelet”, *Estudios Públicos*, n°107, Invierno de 2007, p. 129-165.
- Peña González Carlos, « Dinero y Política : Sobre las Formas de Financiamiento Electoral, *Estudios Públicos*, n° 2001, p. 301-321.
- Varas Augusto, con la colaboración de Isabel Castillo, Pamela Díaz-Romero, Iván Jaksic, *La Democracia frente al poder. Chile 1990-2010*, Santiago de Chile, Catalonia, 2012.

